

suggestions de la délégation des Etats-Unis d'Amérique. Quant au point 13, ils estiment qu'il doit faire l'objet d'un débat au sein du Comité économique et insistent sur son importance.

45. M. SCALI (Etats-Unis d'Amérique), tenant compte des commentaires qui viennent d'être faits, se déclare prêt à participer à la discussion sur le point 13 selon les modalités initialement prévues.

46. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à approuver le document E/L.1602 concernant l'organisation des travaux,

avec les modifications proposées par les Etats-Unis d'Amérique, c'est-à-dire que les points 10, 11, 12 et 22 seront discutés ensemble directement en plénière, et que les points 15 et 16 feront l'objet d'un seul débat au Comité de la coordination des politiques et des programmes.

L'organisation des travaux de la session (E/L.1602), telle qu'elle a été modifiée, est approuvée.

La séance est levée à 16 h 35.

1901^e séance

Jeudi 4 juillet 1974, à 10 h 40

Président : M. A. KARHILO (Finlande)

E/SR.1901

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (E/5479, E/5486, E/5490, E/5502, E/5517, E/5521 et Add.1 à 3, E/5532 et Corr.1)

1. M. PETERSON (Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement) dit qu'à sa récente session le Conseil d'administration du PNUD est parvenu à d'utiles décisions à propos du rôle que le PNUD peut jouer pour appuyer les objectifs du Programme d'action relatif à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Les membres se sont généralement accordés à reconnaître que les résolutions adoptées à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale ont renforcé le rôle et accru la responsabilité des organismes des Nations Unies dans l'instauration d'un ordre économique mondial plus équitable, qu'aucun ordre nouveau ne pourra être instauré tant que les pays à faible revenu n'auront pas acquis la maîtrise intellectuelle et technique de leur propre développement, et que les nouvelles formes de coopération internationale offrent des moyens, méconnus jusqu'à présent, d'accélérer le progrès économique et social même dans les pays les plus pauvres. Le Conseil d'administration a pris des mesures immédiates pour accroître la souplesse du PNUD et tirer parti des possibilités nouvelles qui s'offrent d'accroître le volume de l'assistance technique.

2. A sa session extraordinaire, l'Assemblée générale a réaffirmé la nécessité d'une action concertée pour résoudre les problèmes communs. Le Secrétaire exécutif de la CEAO a plaidé devant le Conseil d'administration en faveur d'un engagement souple des ressources régionales et il a appelé l'attention sur le sérieux déficit commercial enregistré en Asie du fait du prix élevé du pétrole et du coût fortement accru des biens essentiels provenant des pays industriellement avancés. On a chaque jour la preuve de l'interdépendance des nations et les nombreuses conférences spéciales organisées par les Nations Unies offrent la

possibilité d'efforts communs. Les gouvernements se tournent de plus en plus vers l'Organisation des Nations Unies qui sont leur seul moyen d'action commune.

3. On reconnaît d'une manière générale la nécessité d'une assistance extensive aux pays qui sont le plus touchés dans la situation économique actuelle. Le PNUD a fourni des cadres pour les nouveaux programmes lancés par l'Assemblée générale et il met de plus en plus ses bureaux extérieurs au service des efforts internationaux entrepris pour aider les pays victimes de catastrophes. La Déclaration et le Programme d'action de l'Assemblée générale ne visent cependant pas simplement un effort de reconstruction à court terme; leur objet est l'instauration d'un ordre économique et social mondial permettant à tous les pays de progresser de manière ordonnée. La condition essentielle de cet ordre nouveau est une coopération dynamique entre pays ayant pleine souveraineté sur leur propre progrès économique et social et en particulier, sur leurs ressources naturelles. Un pays ne peut exercer ce droit fondamental s'il n'a pas la capacité technique de déterminer le meilleur emploi de ses ressources dans l'intérêt de son peuple. L'assistance destinée à construire cette capacité technique a longtemps occupé un rang prioritaire parmi les tâches incombant au PNUD et aux organisations qui l'ont précédé. A mesure que les pays en voie de développement progressent dans les domaines techniques, on demande que les programmes par pays comportent des projets intéressants des secteurs avancés de la science et de la technologie, le traitement industriel et la promotion des exportations. Par ailleurs, de nouveaux et très grands efforts sont nécessaires pour éliminer les causes premières de la pauvreté; le PNUD étudie par conséquent en priorité les besoins des pays les moins avancés et ceux des pays dont le revenu par habitant est faible. Le Conseil d'administration a approuvé la tendance à mettre davantage l'accent sur le secteur social et sur les projets qui visent à aider les éléments les plus pauvres de la société. La coopération technique a ainsi montré qu'elle était capable de répondre à des besoins très divers.

4. Le Conseil d'administration a pris des mesures pour améliorer l'efficacité du mécanisme du développement international des Nations Unies. Des chiffres indicatifs régionaux de planification ont été attribués pour le cycle de développement allant de 1977 à 1981, de telle sorte que les pays en voie de développement, et notamment ceux dont le chiffre indicatif de planification est sensiblement accru pour la période considérée puissent commencer immédiatement à élaborer des projets appropriés. En outre, les pays qui disposent de fonds non utilisés pourront les reporter sur le prochain cycle et aucun pays ne sera tenu d'abandonner une part quelconque des ressources que lui affecte le PNUD. La souplesse ainsi donnée aux cycles de programmation sera particulièrement utile aux pays les moins avancés qui doivent bénéficier des plus forts accroissements des budgets de programmes pour le prochain cycle mais qui n'ont pas été en mesure d'utiliser en totalité les ressources qui leur ont été attribuées durant le cycle en cours.

5. Le Conseil d'administration a aussi pris des décisions destinées à faciliter l'emploi de fonds spéciaux supplémentaires. Des directives ont été provisoirement approuvées pour le Fonds autorenouvelable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles et l'on envisage de désigner prochainement un directeur du Fonds. On espère que le programme recueillera les contributions nécessaires; il est probable qu'il n'aura pas d'autonomie financière pendant très longtemps mais un certain nombre de programmes internationaux autofinancés intéressant des domaines économiquement productifs pourraient éventuellement être élaborés.

6. L'approbation par le Conseil d'administration de propositions concernant le Fonds d'équipement des Nations Unies permettra de dégager des ressources pour fournir à des entreprises productives prometteuses qui en ont grand besoin et dont un nombre assez important dans les pays à faible revenu attendent qu'on examine leur cas des dons ou des crédits destinés à de petits investissements en capital. Le Conseil d'administration a autorisé l'emploi des ressources générales du PNUD pour aider les pays et les populations sous administration coloniale et il a approuvé la création d'un fonds d'affectation spéciale qui permettra d'utiliser un certain nombre d'offres de contributions pour des projets destinés à aider des mouvements de libération en Afrique. Le PNUD continue à se tenir en contact étroit avec l'OUA.

7. L'un des signes du nouvel ordre économique est la coopération croissante qui s'instaure entre pays en voie de développement, domaine traditionnel d'activité pour le PNUD. Depuis peu, ces pays sont un réservoir de plus en plus important de connaissances techniques où des experts puisent une connaissance actuelle et une profonde compréhension des problèmes de développement. Le Groupe de travail de la coopération technique entre pays en voie de développement a présenté un rapport sur cette question¹ à la dernière session du Conseil d'administration. A la suite de ce rapport, un service spécial a été créé au sein du PNUD pour faciliter les échanges d'informations et promouvoir de nouvelles formes de coopération. En outre, les représentants résidents ont été chargés d'aider les différents pays à participer à des programmes sous-régionaux, régionaux et

interrégionaux. Le Conseil d'administration a aussi proposé de nouer des liens plus étroits avec les commissions économiques régionales et a encouragé leur participation à la planification et à l'exécution des projets régionaux. De bonnes relations de travail se sont déjà instaurées entre la CEA et le représentant régional du PNUD à Addis-Abeba.

8. La volonté accrue des pays en voie de développement de contribuer à leur progrès mutuel est démontrée par le fait qu'un certain nombre de pays membres de l'OPEP ont entrepris d'importants programmes d'assistance et sont prêts à participer pleinement aux travaux multinationaux et à assumer le statut de nouveaux donateurs au PNUD. Le PNUD, pour sa part, est prêt à mettre à leur disposition son expérience en matière de planification et de mise en œuvre de projets.

9. La nature et les modalités de la coopération technique évoluant rapidement, le Conseil d'administration a examiné des suggestions qui vont au-delà des formes traditionnelles de l'assistance technique, tout en gardant présent à l'esprit l'objectif fondamental qui est d'accroître les ressources en personnel technique du pays bénéficiaire. Il est évident qu'au cours des années 80, comme ce fut le cas au cours de la présente décennie, il faudra faire face à de nouveaux problèmes et relever de nouveaux défis. Dans ses efforts pour déterminer la forme future de la coopération technique, le PNUD fera appel à son expérience des pratiques de développement dans près de 120 pays et se servira de l'étude en profondeur de sa programmation par pays actuellement en cours. M. Peterson se félicite de la proposition de convoquer une réunion de ministres et de hauts fonctionnaires des pays bénéficiaires et des pays donateurs s'occupant de la coopération en matière de développement. Se réunissant à l'occasion de la session d'été de 1975 du Conseil d'administration, les intéressés pourraient fournir une orientation utile à la planification de la coopération technique pour la prochaine décennie. Une telle réunion pourrait apporter une contribution constructive à la session extraordinaire de 1975 de l'Assemblée générale, qui aura probablement une importance primordiale pour l'effort de développement global.

10. Selon M. FRAZÃO (Brésil), le Conseil économique et social se réunit à un moment exceptionnellement délicat de l'histoire économique contemporaine, où la tâche à accomplir exige un effort sans précédent. Il ressort clairement de l'étude du Secrétariat consacrée aux principales caractéristiques de l'économie mondiale (E/5521, chap. premier) que les événements des douze mois écoulés ont accentué des tendances déjà discernables en juillet 1973, date à laquelle le Conseil a procédé à la première opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement. En 1973, on a certes enregistré un accroissement général de la production de 6,7 p. 100 et les résultats atteints par les pays en voie de développement ont été supérieurs à la moyenne, mais l'essor économique mondial a amorcé un fléchissement. Dans le groupe des pays en voie de développement, le bilan économique a été sensiblement différent selon les pays; la croissance industrielle des pays africains membres de la CEA s'est notamment ralentie et, pour la deuxième année de suite, les récoltes ont été moins abondantes en Afrique du fait de la sécheresse. L'effet de l'amélioration des termes de l'échange pour les produits de

¹ PNUD, document DP/69.

base a été en grande partie annulé par la dépréciation de la monnaie, l'instabilité monétaire et l'inflation sévissant dans les pays développés. En outre, les prix des produits alimentaires exportés par ces derniers ont augmenté plus rapidement que ceux des denrées vendues par les pays en voie de développement.

11. L'un des traits les plus saillants de la conjoncture mondiale en 1973 a été la hausse des prix du pétrole, dont les pays développés ont plus facilement absorbé le choc initial. L'économie des pays en voie de développement importateurs de pétrole est beaucoup plus vulnérable du fait que le taux d'accroissement des investissements est, dans ces pays, largement tributaire du secteur extérieur et que la situation des termes de l'échange y affecte aujourd'hui les importations de biens d'équipement — essentiellement de matières premières —, les services et l'acquisition commerciale des techniques.

12. Autre caractéristique de l'économie mondiale en 1973, l'inflation généralisée que connaissent les pays développés à économie de marché a été en grande partie épongée par rejet sur les pays en voie de développement déjà aux prises avec d'énormes difficultés. Cet état de choses entraînera une augmentation de la dette extérieure du monde en voie de développement si la communauté internationale ne conçoit pas de mesures en vue de protéger tous ses membres des répercussions des tendances économiques actuelles. Il faut espérer que les mesures anti-inflation envisagées dans les pays industrialisés ne prendront pas la forme de politiques commerciales restrictives et d'une limitation plus rigoureuse du courant de capitaux à destination des pays en voie de développement.

13. Pour l'heure, le premier souci de la communauté internationale doit être de mettre en place des systèmes de coopération fondés sur une étude serrée des domaines dans lesquels il y a identité et convergence d'intérêts. Les membres de la communauté internationale sont en train d'acquiescer un sens pragmatique de l'interdépendance, et le Gouvernement brésilien est convaincu qu'ils seront capables d'appliquer, à l'échelon mondial, une stratégie en vue du développement et de la prospérité de tous. Avec ses objectifs quantitatifs et ses paramètres qualitatifs, la Stratégie internationale du développement, même très imparfaite, a été un grand pas dans la bonne direction. A sa sixième session extraordinaire, l'Assemblée générale a repris à son compte le travail d'examen et d'évaluation entrepris en 1973 et ouvert de nouveaux horizons en adoptant la Déclaration et le Programme d'action relatifs à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Il appartient maintenant à l'ensemble des organismes des Nations Unies, s'inspirant des grandes orientations données par le Conseil, de traduire les principes et directives générales que l'Assemblée générale a énoncés en une stratégie globale et bien articulée, prévoyant des tâches et objectifs clairement définis et étayés par un programme d'activités portant sur plusieurs années qui permette de regrouper tous les organismes des Nations Unies dans le cadre d'une seule et même opération interdisciplinaire. Là est la tâche première incombant au Conseil, et l'adoption probable de la Charte sur les droits et devoirs économiques des Etats, l'examen à mi-parcours de la Stratégie internationale du développement, ainsi que le travail destiné à parfaire la Déclaration et

le Programme d'action, doivent être considérés comme autant d'étapes d'un processus qui trouvera son aboutissement, en 1975, dans la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale.

14. Le rapport du Groupe de personnalités chargé d'étudier les effets des sociétés multinationales sur le développement et sur les relations internationales (E/5500/Add.1) a paru à un moment où la communauté internationale avait besoin d'une analyse impartiale, équilibrée et constructive des instruments de développement et d'expansion économiques dont elle dispose. La délégation brésilienne, pleinement consciente de l'importance du problème des sociétés multinationales, estime que le Conseil doit examiner la question, au moins tous les cinq ans et qu'il appartient aux représentants des gouvernements, agissant par l'intermédiaire d'un organe spécial ou d'une commission permanente et en exécution d'un mandat bien précis, de lui donner les avis nécessaires à cet effet. Pour le cas où le Conseil se prononcerait en faveur d'un dispositif permanent, dont la première tâche serait d'étudier les recommandations formulées dans le document E/5500/Add.1 (première partie), M. Frazão tient à exprimer les inquiétudes de sa délégation devant l'éventualité d'une action prématurée de la communauté internationale afin de mettre en place un accord général sur les sociétés multinationales comparable au GATT. La première préoccupation du Conseil doit être de rassembler et d'analyser une quantité de renseignements suffisante pour jeter les bases des décisions que prendra la communauté internationale. Normalement, et durant une période intérimaire tout au moins, ces décisions devraient consister en éventuelles recommandations pouvant progressivement aboutir à un code de conduite concret. Les efforts en ce sens pourraient être grandement facilités par la création d'un centre de recherche et d'information, comme l'a recommandé le Groupe de personnalités. Avec l'expérience, on pourrait arriver à élaborer des instruments plus complexes et ayant force de loi, sans préjudice des arrangements sectoriels qui découleraient de négociations en cours ou envisagées au sein du système des Nations Unies. Se référant au paragraphe d du mandat proposé pour la commission des sociétés multinationales (E/5500/Add.1, première partie), M. Frazão doute qu'il soit judicieux de confier à une commission les "travaux conduisant à l'adoption, dans des domaines déterminés, d'arrangements ou d'accords spécifiques", ce qui reviendrait à ne tenir aucun compte de l'expérience spécifique et pragmatique des organismes sectoriels et de la juridiction qui leur est reconnue. Les travaux en question doivent être effectués par le Conseil lui-même et, sous sa direction générale, par les autres organes des Nations Unies qui, par son intermédiaire, rendent compte à l'Assemblée générale. Il ne doit y avoir ni délégation de pouvoirs en la matière ni confusion quant aux domaines de compétence sectorielle.

15. La délégation brésilienne juge bonne à première vue l'idée de faire de la commission envisagée un centre où les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales, y compris les sociétés multinationales, les syndicats, les groupes de consommateurs et autres groupes d'intérêt pourront exposer et échanger leurs vues, en ce sens que tous les groupes d'intérêt auraient ainsi la possibilité de faire connaître leur

opinion au sujet des questions nombreuses et complexes qui entrent en ligne de compte. Toutefois, il ne sied pas que ces groupes soient partie intégrante de la commission.

16. Le chapitre relatif à la technologie ne contient aucune proposition hardie ou simplement novatrice concernant la question vitale du transfert des techniques par les voies commerciales; on se borne à y suggérer des mécanismes de nature à faciliter l'acquisition de techniques à des conditions de faveur. La formulation d'un code de conduite pour le transfert des techniques, qui retient l'attention de la CNUCED, aura inévitablement des incidences sur beaucoup d'aspects des sociétés multinationales.

17. Pour toutes ces raisons et bien d'autres encore, M. Frazão pense qu'il serait prématuré d'élaborer un programme de travail tant que la composition et le mandat de la commission envisagée n'ont pas été arrêtés.

18. Passant à la question de la sécurité économique collective, M. Frazão déclare que les discussions ayant eu lieu en 1973 ont permis de se faire une idée beaucoup plus claire de la portée du concept de sécurité économique collective, ainsi que de ses éventuelles applications sur les plans fonctionnel et institutionnel. L'étude du Secrétaire général sur cette question (E/5529) a le mérite de préciser certains points dans un esprit pragmatique, sans préjuger les idées nouvelles qui doivent encore prendre corps dans la conscience politique de la communauté internationale et dont le Conseil devra tenir compte. Les observations que M. Frazão se propose de faire touchant le concept de sécurité économique collective n'ont d'autre objet que d'aider à polir encore le concept et à en projeter les paramètres fondamentaux sur le plan des options, des schémas de comportement et des objectifs moraux d'une action politique axée sur le souci d'assurer la paix et la sécurité grâce au développement et à la prospérité.

19. Sans doute le concept de la sécurité économique collective est-il un prolongement de la notion de sécurité collective sur les plans politique et militaire, mais il n'en est pas moins très différent, non seulement du point de vue des objectifs, mais aussi dans ses manifestations et caractéristiques externes. En soulignant la valeur relative de la sécurité dans la notion de sécurité collective sur les plans politique et militaire — laquelle est une émanation raffinée de l'idée d'équilibre des forces — et en faisant ressortir la valeur intrinsèque de la notion de sécurité dans le concept de la sécurité économique collective — dont le but ultime est d'assurer des conditions tangibles de développement et de prospérité — la nouvelle étude a fait beaucoup pour éliminer une source constante de malentendus. Cette différence fondamentale explique que la sécurité économique collective ne puisse être assimilée à un état d'immobilité ou de stagnation, puisqu'elle implique nécessairement des niveaux de développement suffisants et une prospérité certaine. A cet égard, le concept de sécurité économique collective est incompatible avec le *statu quo*.

20. Une deuxième grande caractéristique du concept de sécurité économique collective, également moins nette dans la notion de sécurité politique et militaire, est liée à l'idée d'interdépendance. Les méthodes et procédures permettant d'assurer la sécurité économique collective reposent essen-

tiellement sur la reconnaissance du fait que l'économie mondiale constitue un tissu dans lequel décisions et mesures s'imbriquent pour former une trame de contradictions et d'ajustements. C'est dire que le concept de sécurité économique collective offre des possibilités presque illimitées pour le développement d'une coopération éclairée en vue du progrès et de la prospérité.

21. Rappelant les observations qu'il a faites au Comité économique (610e séance), à la session de printemps du Conseil, en 1973, à propos de la note précédente du Secrétaire général sur cette question (E/5263), M. Frazão constate avec regret que la nouvelle étude ne développe pas le principe dynamique inhérent à la notion de sécurité économique collective conçue comme un instrument et un levier de développement. Il faut souligner aussi qu'à aucun moment, l'étude ne mentionne explicitement l'acceptation théorique et l'application pratique d'un traitement différent et plus favorable au profit des pays en voie de développement, contrepartie logique — sinon condition même — du souci réel de faire prévaloir l'équité aussi longtemps qu'il existe des inégalités flagrantes entre Etats. Dans l'esprit de M. Frazão, ces considérations découlent logiquement et naturellement de l'idée, admise au départ, que le développement accéléré et le maintien de la prospérité sont des processus complémentaires, et qu'il est intellectuellement inadmissible aussi bien que pratiquement inconcevable de préserver et garantir la dynamique de la prospérité en isolant les pauvres.

22. La sécurité économique collective, vue comme le moyen d'aborder les problèmes économiques de l'heure dans une optique globale, doit donc nécessairement déboucher sur des arrangements préférentiels en faveur des pays en voie de développement, sur des processus de développement permettant d'assurer l'équité économique internationale envisagée comme un aspect fondamental du nouvel ordre économique international. Des pays qui ne sont pas égaux ne doivent pas être traités sur un pied d'égalité. En d'autres termes, il faut ériger une structure économique mondiale de nature à accélérer le plein développement économique de toutes les régions du monde. L'expression "sécurité économique collective" s'entend, par conséquent, de la sécurité économique collective aux fins du développement. Le Brésil s'opposera énergiquement à toute tentative de pays développés, quels qu'ils soient, en vue de transformer ce concept orienté vers le changement en un instrument qui serve à geler, dans leur état actuel, la répartition des forces et la structure de l'économie, conformément à l'idée partielle qu'ils se font de l'ordre mondial.

23. Le Gouvernement brésilien espère que la révision de la Stratégie internationale du développement, prévue pour 1975, sera largement inspirée et fortement teintée des nouvelles perspectives et priorités que le concept de la sécurité économique collective donne aux objectifs de la coopération en vue du développement. C'est au regard de ce concept qu'il faudra mesurer les aspirations, ainsi qu'évaluer les résultats positifs et insuffisances éventuelles de la session extraordinaire que l'Assemblée générale doit consacrer, en 1975, au développement et à la coopération économiques.

24. Le concept de la sécurité économique collective est directement lié aux objectifs de l'intégration régionale et de

la coopération économique entre pays en voie de développement. Les deux notions prennent une nouvelle dimension politique lorsqu'on les envisage dans le cadre plus large d'un concept permettant d'asseoir, sur le plan de l'éthique, et de motiver en pratique, les efforts des Etats liés par des considérations d'ordre géographique ou autre en vue d'assurer dans des conditions de justice le développement et la sécurité de tous. Là encore, la notion de sécurité économique collective constitue la norme morale propre à faire triompher l'équité par-delà les frontières de la puissance. Elle trouve déjà son expression dans de nombreuses initiatives prises en Amérique latine.

25. Il semble qu'on ne puisse dissocier la recherche de la sécurité économique collective des efforts déployés pour définir les droits et devoirs économiques des Etats et du désir qu'ont de nombreux gouvernements de créer une organisation internationale du commerce et du développement permettant, notamment, d'envisager dans une optique neuve et globale des questions d'importance capitale comme le transfert et la mise au point de techniques en tant qu'instrument de développement.

26. Le Conseil devra décider de la manière dont il examinera la question de la sécurité économique collective. On peut penser que sa tâche consiste à donner de la vigueur aux instruments et programmes de coopération économique et à les perfectionner, par une prise en considération plus judicieuse des nouvelles perspectives que peut offrir l'objectif de la sécurité économique collective. Le Conseil doit s'employer à faire de cet objectif un élément indissociable de son travail quotidien en vue d'évaluer le présent et de jeter les bases de l'avenir, dans le domaine de la coopération économique internationale. L'élaboration de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats pourrait bien constituer une étape décisive dans la voie d'une concrétisation institutionnelle du concept. A titre d'application pratique encore, le Conseil pourrait décider de créer un dispositif permanent pour le dialogue et la négociation à l'échelon des principaux responsables des politiques. Sur le plan opérationnel, la révision de la Stratégie internationale du développement et la mise en œuvre du nouveau Programme d'action devraient fournir d'amples possibilités en ce qui concerne l'application judicieuse du concept.

27. Au stade actuel, le rôle du Conseil est de faire, à l'échelon de l'élaboration des politiques, la synthèse conceptuelle de tendances souvent contradictoires. Il lui faut étudier de très près les nombreuses options qui s'offrent et dégager un dénominateur commun acceptable sur le plan des principes. Il n'est plus possible de se laisser aller à un scepticisme portant à "attendre et voir", et le Conseil ne peut pas non plus essayer simplement de raccorder superficiellement le tissu irrémédiablement usé des relations économiques internationales. L'appel lancé à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale ne pouvait être plus pressant. Il importe au plus haut point que le nouvel ordre économique international, non seulement soit neuf et ordonné, mais encore fournisse le cadre d'un développement plus intense et régulier et assure une gamme d'avantages tangibles pour tous. Ce qui est en jeu, c'est le succès de la coopération économique en tant que moyen rationnel de résoudre les difficultés économiques et financières du monde.

28. M. SCALI (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'au cours de l'année écoulée l'Organisation des Nations Unies a saisi les occasions que lui offrait l'amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest de montrer qu'elle était capable de s'acquitter du rôle primordial qui lui incombe en matière d'établissement et de maintien de la paix dans le monde. La guerre au Moyen-Orient a été l'épreuve la plus rude à laquelle l'ONU a dû faire face ces dernières années; elle s'est montrée à la hauteur de la tâche et a contribué de façon décisive à orienter le nouvel esprit de conciliation manifesté par les peuples de la région vers la recherche de résultats concrets. Chaque pas en avant a été accompli avec les Nations Unies et par leur intermédiaire, la diplomatie bilatérale et la diplomatie multilatérale agissant de concert pour obtenir beaucoup plus que chacune n'aurait pu le faire séparément.

29. Si le monde est en conséquence plus paisible qu'il y a un an, il n'est malheureusement pas plus prospère; pourtant il est aussi nécessaire de délivrer l'humanité de la crainte, de la faim, de la pauvreté et de la maladie que de libérer le monde du fléau de la guerre.

30. La situation économique mondiale s'est aggravée au cours de l'année écoulée en raison de l'accélération de l'inflation et de la pénurie, effective ou redoutée, de produits de base essentiels. Ces phénomènes se sont accompagnés d'un déplacement massif dans la structure des échanges et les courants monétaires existants. La croissance économique s'est ralentie dans un grand nombre de pays industrialisés. Certains pays en voie de développement se sont trouvés tout à coup en mesure de profiter de cette situation, mais d'autres sont menacés d'un effondrement de leur économie.

31. Face à cette combinaison de problèmes économiques et financiers, les Etats-Unis ont réagi en adoptant des mesures monétaires et fiscales pour limiter l'inflation et en accroissant leur production de produits de base essentiels, notamment celle de denrées alimentaires. Ils étudient actuellement quelles autres mesures ils pourraient prendre de concert avec d'autres pays pour répondre aux besoins urgents des pays incapables de supporter les conséquences des pressions nouvelles qu'a apportées l'année 1974.

32. Si la plupart des nations connaissent une augmentation rapide de l'inflation et un déficit croissant de leur balance des paiements, il n'y a pas de dépression à l'échelle mondiale. Il faut, toutefois, reconnaître que l'adoption de mesures orthodoxes pour faire face à ces problèmes pourrait amener une telle dépression.

33. L'une des premières mesures prises par les Etats-Unis pour lutter contre l'inflation a été d'accroître l'offre de matières premières essentielles, tout en sachant que cela entraînerait une diminution du prix de leurs produits agricoles. Ils espèrent que les autres Etats combattront de même l'inflation en accroissant l'offre de produits à des prix raisonnables plutôt qu'en adoptant ou en poursuivant des politiques de pénuries artificielles et de hausse des prix. En dernière analyse, il est de l'intérêt des producteurs comme des consommateurs d'éviter un emballement des marchés qui serait suivi d'un effondrement. A cette fin, il conviendrait d'assurer une offre suffisante et régulière de

matières premières à des prix stables et équitables, ce qui exigerait une meilleure prévision des besoins ainsi que des disponibilités futures pour les divers produits. Le représentant des Etats-Unis à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale a proposé qu'un groupe international d'experts entreprenne immédiatement, en liaison avec le Secrétariat de l'ONU, une étude globale des ressources terrestres non renouvelables et renouvelables. L'Assemblée a renvoyé cette proposition au Conseil (E/L.1599, projet de résolution 11).

34. La sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale a été convoquée en réponse à la gravité de la situation économique. Quoique son ordre du jour ait bien indiqué que le problème des matières premières était au centre des préoccupations, il n'y a eu que peu de discussions et aucun accord sur le point de savoir si le prix des matières premières essentielles était trop élevé ou trop bas, ou si l'offre de ces matières premières devait être augmentée ou réduite. Par contre, on a clairement reconnu que certaines nations n'étaient pas à même de faire face à la hausse brutale du prix des produits alimentaires, combustibles et engrais qu'elles doivent acheter.

35. Les Etats-Unis n'ont pu accepter toutes les recommandations de la session extraordinaire, mais ils ont clairement indiqué qu'ils étaient prêts à agir avec d'autres pour répondre aux besoins urgents des pays les plus durement touchés par la toute dernière crise économique. En tant que premier producteur et exportateur mondial de denrées alimentaires, ils se sont sentis moralement tenus de lever toutes les restrictions à la production alimentaire, ce qui a eu pour effet d'accroître l'offre et de ramener les prix à un niveau plus raisonnable.

36. La production mondiale de denrées alimentaires dépendant, entre autres, de facteurs qui échappent au contrôle de l'homme, il convient de se préparer à faire face aux mauvaises années comme aux bonnes. Les Etats-Unis appuient donc la proposition du Directeur général de la FAO tendant à mettre sur pied un système international de stocks nationaux (E/5477, par. 3). Ils sont prêts à participer à un tel système et à reconstituer leurs propres stocks de denrées alimentaires, à condition que d'autres Etats soient disposés à faire de même.

37. Si le prix des denrées alimentaires baisse, il n'en va pas de même de celui d'autres produits essentiels. Le Gouvernement des Etats-Unis répondra à l'appel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour l'octroi d'une aide d'urgence aux pays les plus durement touchés par la hausse du prix des produits essentiels. Il fournira cette assistance par les voies bilatérale et multilatérale. Il espère annoncer dans les prochaines semaines une nouvelle politique d'aide alimentaire à l'échelle du monde. La Chambre des représentants des Etats-Unis vient d'approuver une nouvelle contribution de 1,5 milliard de dollars à l'IDA.

38. La production de denrées alimentaires dépend directement de celle d'engrais chimiques, qui est elle-même liée à la production pétrolière. Les nouvelles variétés "miracle" à haut rendement exigent tout spécialement des engrais à base de pétrole. L'importance de ces engrais pour les pays qui vivent à la limite de la famine, pour lesquels une

diminution même minime de rendement peut avoir des conséquences insupportables, est donc évidente.

39. L'une des tâches principales de la Conférence mondiale de l'alimentation qui se tiendra prochainement sera d'examiner ce problème et de recommander des mesures à moyen et court terme destinées à prévenir les pénuries d'engrais dans l'avenir. On reconnaît cependant que la gravité de la pénurie actuelle exige aussi des mesures à court terme avant même que ne se tienne la Conférence. On a donc demandé au Congrès d'accroître substantiellement l'aide bilatérale américaine à la production alimentaire, y compris en matière d'engrais. Dans le cadre de ce programme élargi, les Etats-Unis seraient prêts à accroître leur financement à des conditions de faveur d'achats d'engrais dans les cas où des pays en voie de développement peuvent trouver à acheter les quantités d'engrais dont ils ont besoin mais ne sont pas en mesure de les payer. Les usines de fabrication d'engrais aux Etats-Unis travaillent presque à la limite de leur capacité pour répondre à la demande créée par l'accroissement considérable de la production alimentaire dans le pays même et à l'étranger. Bien que l'industrie américaine des engrais ait traditionnellement produit principalement pour le marché intérieur, le Gouvernement des Etats-Unis se rend pleinement compte que certains pays en voie de développement ont un besoin urgent de se procurer des quantités accrues d'engrais et il s'efforcera d'y répondre dans toute la mesure possible. Au titre de son programme d'aide bilatérale, il offre une assistance technique aux pays en voie de développement dans lesquels les usines de fabrication d'engrais travaillent en dessous de leur capacité. Il est prêt à aider à une meilleure utilisation des engrais et à contribuer aux recherches planifiées sur cette utilisation en particulier dans les sols des zones tropicales qui offrent de grandes possibilités pour l'accroissement de la production alimentaire.

40. Les pays africains situés dans la zone touchée par la sécheresse ont été affaiblis par la famine, les déplacements massifs de population et le chômage qui en est résulté, et ils sont de ceux qui ont le plus de peine à supporter les effets des récentes pressions économiques. Les Etats-Unis ont tenu la promesse qu'ils avaient faite à la cinquante-cinquième session du Conseil (1860ème séance) d'aider ces pays, et ils constatent avec satisfaction que d'autres pays aussi ont apporté leur contribution. Les Etats-Unis ont accordé une assistance alimentaire et autre pour une valeur de 129 millions de dollars aux six pays du Sahel frappés par la sécheresse, et ils ont offert une assistance d'urgence de près de 18 millions de dollars à l'Ethiopie. Plus de 500 millions de tonnes de vivres américains ont été distribués aux victimes de la sécheresse. Les Etats-Unis ont également fourni des avions et autres moyens de transport et même aidé à construire des routes dans les zones rurales pour faire en sorte que les vivres parviennent à ceux qui en avaient besoin.

41. Un aspect particulièrement encourageant de la réaction internationale devant la sécheresse en Afrique a été l'intérêt croissant qui s'est manifesté dans de nombreux pays pour les victimes de cette tragédie. Le représentant des Etats-Unis a lui-même travaillé en contact étroit avec des citoyens américains, des particuliers, qui n'ont ménagé ni leur temps, ni leur talent pour fournir une assistance et faire

prendre conscience à l'opinion publique mondiale de l'ampleur de la catastrophe qui fait peser la menace de la famine sur 25 millions de gens. L'ampleur et la durée de cette sécheresse catastrophique semblent s'accroître, et il est permis de se demander si l'ONU n'assiste pas en fait à un changement climatique majeur risquant de rendre inhabitable une très grande partie du continent africain. Le représentant des Etats-Unis note avec satisfaction que l'OMM a entrepris un examen de la question comme le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis avait recommandé de le faire.

42. En 1973, M. Scali avait exprimé l'espoir (1865ème séance) que l'ONU parvienne à mieux coordonner ses efforts dans tous les domaines et avait fait observer que puisque 90 p. 100 des ressources des Nations Unies sont consacrées au domaine économique et social, il incombe au premier chef au Conseil de veiller à la bonne utilisation de cet argent. On note toujours malheureusement la persistance d'une tendance à concevoir de nouveaux rouages bureaucratiques à la place de nouvelles idées. On continue à dépenser de l'énergie, du temps et des talents à créer de nouvelles institutions alors que ce qu'il faudrait, ce serait une action plus efficace et mieux coordonnée de la part de celles qui existent déjà. Le Gouvernement des Etats-Unis approuve les déclarations des directeurs généraux de l'UNESCO et de la FAO à cet égard. On trouve un exemple de la tendance stérile à la prolifération dans la recommandation de la récente session extraordinaire de l'Assemblée générale tendant à créer un nouveau fonds de développement. L'Assemblée aurait pu mieux utiliser son temps et ses forces en axant ses efforts sur les moyens d'obtenir une augmentation des fonds fournis par le canal des institutions existantes.

43. Le prochain examen du système des Nations Unies prévu dans le cadre de la préparation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale en 1975 devrait être une évaluation pénétrante qui ne néglige pas la nécessité de trancher dans le vif et n'hésite pas à indiquer, par exemple, quels sont les organismes des Nations Unies qui ont perdu leur utilité ou ne sont pas à la hauteur des tâches qui leur sont assignées, et quels sont les organismes dont il pourrait y avoir intérêt à réduire les activités ou, au contraire, à les développer. Il est inévitable que tout organisme soit persuadé qu'il n'a pas besoin de réforme radicale et que l'opération d'élitage doit s'effectuer ailleurs.

44. Pour permettre aux institutions des Nations Unies existantes de parvenir à une plus grande efficacité, l'ONU elle-même doit améliorer sa capacité d'évaluer les résultats de l'ensemble. Elle devrait établir des systèmes d'information qui permettent au Secrétaire général, à ses principaux conseillers et aux gouvernements Membres de savoir exactement ce que font les Nations Unies. C'est seulement si on dispose de moyens d'évaluation et d'information de ce genre que l'on pourra déceler les organismes qui ont une bureaucratie excessive ou, au contraire, réduite au minimum. Les représentants de haut rang des principaux organismes des Nations Unies devraient être associés plus directement aux débats et aux résolutions sur les questions fondamentales discutées au sein des Nations Unies. Le représentant du Royaume-Uni a fait observer à juste titre que les institutions spécialisées devraient participer à un

stade antérieur et plus activement à l'élaboration de la politique des Nations Unies pour être mieux à même de la mettre en œuvre.

45. Comme autre exemple de propositions conduisant à une prolifération inutile d'institutions, on peut mentionner celles qui résultent du rapport établi par le Groupe de personnalités chargé d'étudier les effets des sociétés multinationales sur le développement et sur les relations internationales. Tout en pensant que les gouvernements et les sociétés multinationales pourraient, les uns et les autres, tirer profit d'un examen plus approfondi de leurs droits et devoirs respectifs, le Gouvernement des Etats-Unis estime que ce travail devrait être effectué sous la responsabilité du Conseil dans le cadre de la structure actuelle des Nations Unies et en faisant appel au personnel du Secrétariat de l'ONU. Le rapport du Groupe de personnalités est, à certains égards, décevant. Il semble que l'on insiste beaucoup sur le fait que les gouvernements ont besoin d'assistance pour traiter avec les sociétés multinationales, mais on n'envisage guère la possibilité que les sociétés aient besoin d'aide pour traiter avec les gouvernements. Il est longuement question des devoirs des sociétés à l'égard des gouvernements hôtes, mais on ne se préoccupe pas assez des obligations incombant réciproquement aux Etats qui acceptent des investissements étrangers.

46. Les Nations Unies ont récemment accordé une attention croissante aux préoccupations et aux besoins des pays en voie de développement; cette tendance a été mise tout particulièrement en relief lors de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. L'accent continuera d'être mis sur le développement tout au long de la présente session du Conseil et cet effort atteindra son point culminant lors d'une nouvelle session extraordinaire de l'Assemblée générale en 1975. Le représentant des Etats-Unis espère que, ce faisant, les membres ne perdront pas de vue les réalités. La rationalisation des structures et la révision des priorités des Nations Unies n'auront, dans le meilleur des cas, qu'un effet marginal sur le développement mondial. Les décisions essentielles continueront d'être prises à l'échelon national.

47. La question fondamentale qui se pose au monde n'est pas de savoir quel canal on utilisera pour aider les nations menacées d'un effondrement imminent de leur économie, mais bien si une assistance suffisante pourra être fournie par le canal utilisé quel qu'il soit. Ceux qui sont en mesure d'aider ont l'obligation morale de le faire. Le monde attend et observe, et les pays seront jugés non sur leurs déclarations mais bien sur ce qu'ils font pour fournir une assistance d'urgence à ceux qui en ont le plus besoin.

48. La délégation des Etats-Unis a été profondément impressionnée par les sombres prévisions du représentant de la BIRD concernant la persistance d'une inflation massive en raison de laquelle on ne saurait escompter d'amélioration du niveau de vie dans la plupart des pays en voie de développement au cours de la présente décennie. On prévoit d'énormes pertes de devises, déjà rares, pour les pays les moins capables d'y faire face, obligés de payer un prix beaucoup plus élevé pour les produits de base qu'ils doivent acheter, la hausse du prix du pétrole représentant à lui seul de 80 à 90 p. 100 de ces dépenses supplémentaires. Il serait

utile au Conseil d'obtenir des experts de la BIRD des renseignements plus complets sur les déplacements massifs de capitaux qui s'opèrent actuellement dans le monde. Il serait essentiel, par exemple, de savoir s'il est exact que les pays producteurs de pétrole, dans l'hypothèse du maintien de la structure actuelle des prix, auront accumulé environ 60 milliards de dollars d'ici à la fin de 1974 et jusqu'à 140 milliards de dollars d'ici à la fin de 1975, avec un accroissement plus énorme encore d'ici à 1976. M. Scali serait heureux si la BIRD ou le FMI pouvaient fournir de telles informations.

49. Le Conseil devrait fonder ses décisions sur une vision nette de la nature du dilemme. Des mesures extraordinaires sont nécessaires pour rétablir l'ordre financier. Faute d'agir de concert dans un esprit de compassion et de générosité, on risquerait d'aboutir à une récession mondiale ou à pire encore. Pour aider à assurer la survie économique de tous, il convient d'accroître l'aide alimentaire, de constituer des réserves de denrées alimentaires en prévision d'événements catastrophiques, d'éliminer les goulets d'étranglement en ce qui concerne les approvisionnements en engrais et d'accroître considérablement la production mondiale de denrées alimentaires. Des fonctionnaires de haut rang du Gouvernement des Etats-Unis élaborent une politique d'assistance alimentaire mondiale qui sera annoncée sous peu. Le Gouvernement des Etats-Unis reconnaît que pour ceux qui sont dans le besoin les denrées alimentaires ont plus de valeur que l'argent. Il est persuadé que dans un monde de plus en plus interdépendant seule une politique alimentaire mondiale pourra réussir.

50. Les nations qui ont récemment accédé à la richesse doivent agir pour aider les pays moins favorisés avant que les difficultés économiques de tous ne s'aggravent de façon dangereuse. La délégation des Etats-Unis se félicite des arrangements financiers spéciaux déjà adoptés par un certain nombre de ces pays pour aider ceux qui sont dans le besoin, mais l'ampleur énorme du problème et la rapidité avec laquelle évoluent les événements exigent que l'on aille bien plus loin encore. Les Etats-Unis invitent tous les autres Etats à participer à la lutte engagée pour libérer l'espèce humaine de la crainte de la faim, de la pauvreté et de la maladie. Une moitié de l'humanité ne saurait survivre dans la paix et la prospérité alors que l'autre moitié meurt de faim.

51. M. PRONK (Pays-Bas) dit que la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui a permis à l'Organisation des Nations Unies de réagir immédiatement devant la crise économique, a dû faire face à d'importants changements dans l'économie mondiale. Le principal problème a été jusqu'ici celui de la division du monde en pays riches et pays pauvres, toutes les négociations et certaines des décisions prises ayant été axées sur la redistribution des richesses au profit de ces derniers. Aujourd'hui, tous les pays connaissent une pénurie, certains de produits alimentaires, d'autres d'engrais, de capitaux ou de pétrole. Il faut donc maintenant redistribuer aux pauvres et aux riches des ressources limitées.

52. De nouvelles lignes de démarcation se sont donc établies entre importateurs et exportateurs de pétrole, entre importateurs et exportateurs de produits alimentaires, et

entre importateurs et exportateurs d'engrais, en même temps qu'apparaissaient de nouveaux groupements, de nouveaux intérêts et de nouveaux problèmes, mais aussi de nouvelles possibilités. Il n'est donc pas surprenant, dans un contexte ainsi modifié, qu'à sa sixième session extraordinaire l'Assemblée générale se soit pour la première fois consacrée exclusivement à l'examen de problèmes économiques. Elle a obtenu des résultats positifs, non en adoptant le Programme d'action et des mesures spéciales, mais surtout en faisant prendre nettement conscience de l'évolution de la situation économique mondiale. Chacun se rend compte — M. Pronk le constate avec satisfaction — que les choses ne seront plus jamais ce qu'elles étaient auparavant. C'est faire preuve d'une fausse nostalgie que regretter le passé, surtout lorsqu'il était caractérisé par la misère et la souffrance des deux tiers de la population du globe.

53. La tâche du Conseil consiste à reprendre le travail là où l'Assemblée générale l'a laissé à sa sixième session extraordinaire, ainsi qu'à préparer la prochaine session extraordinaire en décidant des sujets à étudier et en arrêtant les procédures et le calendrier.

54. La conjoncture mondiale a changé. Les prix de nombreux produits de base se sont considérablement élevés, l'inflation s'est accélérée et les pénuries que connaissent de nombreuses parties du monde, l'Afrique et l'Asie méridionale par exemple, sont devenues plus graves. Le problème crucial reste néanmoins fondamentalement le même : c'est celui de l'énorme différence qui existe, du point de vue de la puissance et du niveau de développement économique, entre les Etats et entre les individus. C'est là un fait qu'il ne faut pas perdre de vue lorsqu'on essaie de remédier à la situation actuelle. On ne pourra rien réaliser d'essentiel sans modifier réellement la répartition du pouvoir, du revenu et de la propriété.

55. La crise du pétrole a entraîné pour les pays riches une pénurie de matières premières, situation nouvelle pour eux mais normale pour les deux tiers de la population du monde qui vit dans la pauvreté. La pénurie de ressources a frappé les pays riches au moment où ils avaient atteint un niveau de prospérité exceptionnellement élevé. Bien qu'elles aient engendré des problèmes comme l'inflation et le déficit de la balance des paiements, ces difficultés peuvent être surmontées assez facilement. On ne perçoit pas de changement notable dans la situation du continent américain ou de l'Europe à moins d'analyser les statistiques en profondeur; mais il en va tout autrement des pays pauvres, pour lesquels un déficit de la balance des paiements peut se révéler désastreux. Toute atteinte à leur économie, aussi faible soit-elle, a des répercussions néfastes sur la vie quotidienne de millions d'individus. Il importe donc de faire en sorte que les pays en voie de développement n'aient pas à enregistrer un recul.

56. L'argument invoqué par les pays riches, selon lequel, dans le domaine des approvisionnements, la souveraineté des pays producteurs doit dépendre de la régularité des approvisionnements aux importateurs, s'applique maintenant aussi en sens inverse. Il faut dorénavant prendre des mesures pour assurer la fourniture de produits essentiels, notamment de produits alimentaires et d'engrais aux peuples des pays en voie de développement.

57. Des accords doivent être conclus pour tous les principaux produits de base, en vue d'assurer le respect des droits, tant des producteurs que des consommateurs. Dans le cas des céréales et des engrais, la meilleure solution consisterait peut-être à instituer un système de production excédentaire planifiée, qui permettrait d'améliorer la situation alimentaire des pays pauvres. Pour ce qui est du pétrole et des autres produits minéraux, il faudrait mettre au point des accords à long terme et de portée mondiale concernant la production, l'offre et les prix. Cette politique devrait viser à assurer un flux de produits dirigé vers les pays qui en ont le plus besoin. D'autres accords, concernant l'accumulation et la répartition du capital – le "produit de base" le plus important – doivent également être conclus.

58. Les groupes d'intérêts comme les sociétés multinationales peuvent sans doute jouer un rôle dans le processus de négociation, mais toutes les décisions touchant les produits rares doivent être prises par les gouvernements qui, en tant que représentants des peuples, ont le devoir d'œuvrer pour le bien de ces derniers. Trop souvent, des intérêts considérables sont confiés à des fournisseurs de capitaux dont le principal souci est de retirer un revenu maximal des investissements.

59. Le Gouvernement néerlandais a décidé de consacrer 30 millions de dollars à l'opération d'urgence mise sur pied par l'Assemblée générale, à sa sixième session extraordinaire. Sur ce montant, 20 millions de dollars feront l'objet d'une ouverture de crédit supplémentaire au budget de 1974. La Communauté économique européenne a décidé de fournir une contribution à condition que des pays extérieurs à la Communauté apportent également leur concours; toutefois, étant donné l'urgence de la situation, le Gouvernement néerlandais fournira sa contribution sans l'assortir d'aucune condition de cette nature. Des sommes plus importantes seront nécessaires par la suite et les Pays-Bas sont disposés à participer au programme à long terme.

60. On est de plus en plus conscient du fait que se concentrer exclusivement sur l'action à long terme ne se justifie plus. En menant une politique à long terme, on risque d'oublier les tragédies du moment et de laisser sans secours les centaines de millions d'enfants qui resteront mentalement et physiquement handicapés toute leur vie en raison de la sous-alimentation dont ils souffrent actuellement. Cette situation ne saurait se prolonger. Les famines qui se sont produites en Afrique et en Asie ont contribué à faire ressortir encore l'importance des besoins immédiats, mais il y a bien plus : il y a la misère permanente, la malnutrition des masses et la pénurie de logements décents dans de vastes régions du monde. Ce sont là des problèmes pressants dont la solution ne saurait être différée. La politique de développement doit comporter un élément nouveau sous forme de programmes et de projets destinés à faire face aux besoins urgents. C'est là un point sur lequel les pays en voie de développement eux-mêmes insistent de plus en plus, et les pays riches devront contribuer à la solution de la question en fournissant d'une manière plus systématique une assistance destinée à répondre aux besoins immédiats.

61. Le Président de la Banque mondiale a mentionné la contribution que pourraient éventuellement apporter des projets relatifs à l'emploi. Le PAM a commencé à fournir

une aide d'urgence, indépendamment des projets qu'il exécute et qui prévoient une rémunération sous forme d'aliments. Il faut aller plus loin et mettre au point de nouveaux concepts et formuler de nouveaux plans. Ce qu'il faut, c'est une politique et un plan d'action permettant de faire face à des situations d'urgence à caractère récurrent. On pourrait concevoir une "force d'urgence" économique des Nations Unies capable d'intervenir à tout moment en cas d'urgence ou de difficultés particulières et qu'on pourrait peut-être organiser selon des modalités analogues à celles qui ont permis de renforcer les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Cette politique et ce plan d'action ne doivent pas avoir de répercussions sur la planification et le développement à long terme. Les gouvernements des pays en voie de développement ont souvent de la peine à appliquer une politique à long terme car leurs besoins immédiats absorbent la totalité de leurs forces, de leurs capitaux et de leurs ressources. Il ne devrait y avoir aucune incompatibilité entre l'action destinée à faire face aux besoins immédiats et le développement à long terme.

62. Dans son budget pour l'exercice 1975, le Gouvernement néerlandais prévoit environ 100 millions de dollars au titre de programmes et de projets destinés à répondre aux besoins immédiats. Une partie de cette somme pourrait servir au financement des opérations multilatérales d'urgence en question.

63. Il n'y aura intérêt à réunir une autre session extraordinaire de l'Assemblée générale que si un certain nombre d'accords peuvent être conclus. Point n'est besoin de nouvelles stratégies ni d'autres déclarations. Les exigences des problèmes à long terme sont en effet déjà bien connues.

64. Les changements structurels que la session extraordinaire de 1975 est censée apporter au système des Nations Unies doivent être d'une portée assez vaste. Dans son état actuel, le système n'a pu répondre aux nécessités entraînées par l'évolution des relations économiques et politiques. Les changements doivent se refléter dans les instruments de négociation et de décision. Faute d'une adaptation en ce sens, un nombre toujours croissant de décisions seront prises en dehors du système des Nations Unies, ce qui coupera l'Organisation de la réalité mondiale actuelle.

65. Au cours de la discussion sur la sécurité économique collective, de nouveaux concepts et de nouvelles manières de penser se sont fait jour en ce qui concerne les processus de prises de décision. Il faudrait viser à mettre sur pied un système de sécurité économique collective fondé sur la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, que pourrait invoquer tout pays dont les intérêts économiques sont touchés ou lésés. En vertu des dispositions de cette charte, le Conseil devrait adapter ses méthodes de travail pour pouvoir mettre en application le système de sécurité collective.

66. L'accélération de l'inflation dans le monde est un sujet de grande préoccupation pour tous. Pour compléter les travaux entrepris d'autre part, notamment par le FMI et son comité des vingt², le Conseil pourrait, au cours de la

² Comité spécial du Conseil des gouverneurs du FMI sur la réforme du système monétaire international et les questions connexes.

présente session, faire procéder à des études, peut-être par un nouveau groupe de personnalités, sur certains aspects de la question, y compris les aspects non monétaires. On pourrait étudier certaines idées concernant la manière de juguler l'inflation par une action concertée sur le plan international, en recourant notamment à l'indexation. La délégation néerlandaise aimerait savoir ce que les autres délégations pensent de cette suggestion.

67. Les récents événements ont montré qu'un nouvel ordre économique, dont l'instauration est l'objet de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale, est bien ce qui fait défaut. Le phénomène récemment apparu de la pénurie et de la stagnation dans le développement des régions pauvres du monde exige l'adoption de mesures de grande portée. La pénurie a fait ressortir le pourcentage anormalement élevé des ressources mondiales qu'utilisent les pays riches. La croissance économique de ces pays, conjuguée avec l'accroissement persistant de la population dans la plupart des régions du monde, contribue à la dégradation de la situation dans la plupart des pays moins développés.

68. Des changements sont nécessaires. Il faut limiter l'expansion de la population, en particulier dans les pays riches, afin que ceux-ci utilisent et consomment une moindre part des ressources naturelles. Jusqu'à présent, la planification familiale a échoué dans l'ensemble. De nouvelles politiques et de nouveaux concepts doivent être formulés et la Conférence mondiale de la population doit relever le défi.

69. Il faut aussi analyser les raisons de la croissance économique des pays riches. Un plafond devra probablement être fixé à cette croissance du point de vue de la production de biens matériels. Mais on ne connaît pas encore le moyen de résoudre ce nouveau problème, pourtant inéluctable.

70. La pénurie de matières premières a mis en lumière l'importance des facteurs écologiques, non seulement pour le bien-être de l'homme mais également en tant qu'éléments de production. L'écart entre les connaissances économiques et techniques, qui ne cessent de s'étendre, et l'ignorance déconcertante des processus humains, biologiques et écologiques s'accroît de jour en jour. La prochaine session extraordinaire devra trouver les moyens de le réduire. La conception écologique devra, à côté du progrès économique et social, constituer un nouvel élément de la conception unifiée du développement.

71. Le développement exige l'établissement de nouvelles relations entre pays riches et pays pauvres. Le rapport du Groupe de personnalités chargé d'étudier les effets des sociétés multinationales a indiqué les grandes lignes des politiques à appliquer à l'égard de ces sociétés. A sa présente session, le Conseil doit reprendre les recommandations du Secrétaire général et les traduire en mesures concrètes.

72. Le développement exige aussi des efforts accrus de la part des pays pauvres eux-mêmes et une aide considérable des pays riches pour l'allègement de la dette. Il exige enfin l'application de nouvelles politiques commerciales et d'un grand nombre des mesures proposées dans le cadre du Programme d'action adopté à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

73. Lorsqu'il étudie les calendriers, les procédures et les programmes, ainsi que leur approbation éventuelle, le Conseil étudie en fait la possibilité de redistribuer le bonheur et la souffrance dans le monde. Ces calendriers, procédures et programmes, s'ils peuvent être des écrans de fumée derrière lesquels on se cache, peuvent être aussi les instruments d'une politique réaliste et positive. C'est avec cette possibilité en vue que M. Pronk a formulé sa proposition.

La séance est levée à 12 h 45.